

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 23/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYBERT UIOM

4 rue Gabriel Plançon
25000 Besançon

Références : UID257090/SPR/LT/SB 2023 - 1023F
Code AIOT : 0005902597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 octobre 2023 dans l'établissement SYBERT UIOM implanté angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon. L'inspection a été annoncée le 31 août 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2023, une action régionale sur la thématique ESP « *équipements sous pression* ».

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression dans les ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site deux équipements.

La visite a comporté une inspection visuelle des équipements, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de leur dossier d'exploitation.

En outre, le contrôle a porté sur des prescriptions portant sur la prévention de la pollution de l'air, principal risque chronique du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYBERT UIOM
- Angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005902597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui (WI)

L'usine de valorisation énergétique (UVE) des déchets ménagers assimilés (DMA), exploitée par le SYBERT et opérée par VALAXION assure le traitement des déchets des collectivités adhérentes. Elle alimente pour partie le réseau de chaleur de Planoise. Elle comprend désormais depuis janvier 2022 un seul four d'incinération des DMA. Des travaux de démantèlement sont en cours suite à l'arrêt des lignes anciennes (1970). Ces opérations devraient être finalisées en novembre 2023 laissant suite aux phases de réaménagement du site.

L'inspection a pu constater une station de mesures en continu des particules placée à l'entrée de l'UVE, deux brumisateurs qui sont mis en fonctionnement selon les typologies de démolition, sources d'émission de particules.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des risques accidentels – équipements sous pression (ESP)
- prévention de la pollution de l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Liste à maj dans un délai d'un mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
6	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
7	Surveillance des conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9b	/	Sans objet
8	Mesures par les organismes extérieurs	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28a	/	Sans objet
9	Mesures des dioxines et furannes	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28b1	/	Sans objet
10	Respect des VLE pour dioxines et furannes	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28b1	/	Sans objet
11	Respect des VLE 30mn / 10mn	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
12	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30	/	Observation sur le réseau de surveillance

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Après l'arrêt technique, l'exploitant communiquera à l'inspection la liste consolidée des ESP intégrant les équipements en chômage et la mise à jour des dates des inspections périodiques IP et requalifications périodiques (RP) (réalisées et futures) sur les équipements où des opérations de contrôle sont planifiés cet automne.

Au 15 septembre 2023, le cumul du nombre d'heures où la température de combustion est inférieur au minimum soit 850°C / 2 secondes est de 83h20 soit une augmentation significative par rapport à 2022. Une action corrective est d'ores et déjà programmée lors du prochain arrêt technique via la réfection de la grille du four.

Ces durées sont à mettre en relation avec la surveillance des dioxines pour laquelle il n'est pas observé de dépassement des VLE (valeurs mesurées en concentration et flux très inférieures aux valeurs limites).

Dans le cadre de la révision des VLE applicable au 3 décembre 2023 (NEA-MTD), l'inspection rend attentif l'exploitant sur leur respect notamment pour les paramètres suivants :

- l'ammoniac avec une future VLE jour à 10 mg/Nm³ en concentration ;
- le mercure dont le retour d'expérience montre des pics. La question se pose de la suffisance du dispositif d'abattement actuel.

Il convient que l'exploitant analyse la rose des vents sur les dernières années et conclut sur la révision de son réseau de surveillance par l'ajout/déplacement de points.

Si l'environnement local ne permet pas de prélèvement de lichens, il convient que l'exploitant examine d'autres matrices de bio-surveillance autour du site où les retombées sont maximales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</i> <i>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. »</i>
Constats : La liste des équipements sous pression (ESP) de l'UVE a été présentée dans sa version du 28 septembre 2023. Le tableau inclut pour les inspections (IP) et requalifications périodiques (RP) les dates des dernières visites et celles des prochaines échéances ainsi que leur périodicité. Tous ces équipements relèvent du régime de surveillance défini par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Observations : Les ESP en chômage doivent être intégrés à la liste, l'opérateur en recense trois. Les dates des prochaines IP/RP des 3 récipients mis en service en 2023 (séparateur Kaeser CSD125, 2x sècheurs billes) sont à préciser avec leur périodicité. Une colonne renseignant l'année de fabrication/mise en service pourrait par ailleurs être intégrée au tableau.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la suite, le contrôle par sondage a porté sur les deux ESP suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- générateur/surchauffeur n°42E 11/12/13/14, volume 30000 litres - PS 55 bars, dernière IP 7/04/2021 dernière RP 2/05/2023 ;- réservoir vanne secu gaz ligne 4 niveau 0, capacité 200 litres - PS 10 bars, dernière IP 21/04/2023, dernière RP 11/09/2019. <p>L'inspection ne constate pas de retard dans les IP de ces deux équipements et la périodicité définie est correcte : ici 2 ans pour le générateur de vapeur et 4 ans pour le réservoir gaz. La prochaine inspection périodique pour le générateur/surchauffeur est prévue en 2025 soit 2 ans à partir de la dernière requalification périodique.</p> <p>A partir de la vérification des plaques des équipements, les données de la liste sont cohérentes avec les données constructeur reportées dans le tableau/liste ESP tenu par l'opérateur (dont la pression de service PS).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : « I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique. »
Constats : Les derniers compte-rendus d'inspection périodique établis suite à la visite réalisée par l'organisme APAVE conclut au maintien en service des équipements : « les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants ». P.S : pour le surchauffeur, le contrôle a porté sur l'IP réalisée le 7 avril 2021 (RP en avril 2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : « I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

<ul style="list-style-type: none"> - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. »</p> <p>Constats : Les échéances fixées dans le tableau « liste » pour les 2 ESP contrôlés par sondage est de 10 ans.</p> <p>Le réservoir gaz a été mise en service en 2002. La dernière requalification (RP) a été réalisée le 11 septembre 2019. La requalification est prononcée.</p> <p>La dernière RP du générateur de vapeur/surchauffeur a été réalisée par l'APAVE le 25 avril complété le 19 juillet 2023 suite à transmission de documents complémentaires. Le rapport fait état de commentaires et conclut qu'il est à apte à fonctionner sous réserve de ne pas modifier les conditions d'exploitation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : « [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...] »
Constats : L'inspection a réalisé un contrôle visuel du réservoir de sécurité gaz et sa soupape de sécurité. Il n'y a pas de dégradation ou de déformation apparente du réservoir, l'état général est satisfaisant. Les données du tableau de la liste des ESP sont cohérentes avec les informations reportées sur les plaques (fabricant, PS, fluide...) des deux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : « I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...] »
Constats : L'inspection a vérifié in-situ l'adéquation entre les accessoires de sécurité (ici soupapes) et l'équipement. Les pressions relevées sur les étiquettes des soupapes des deux ESP (ou sur le certificat de tarage pour la soupape ref 360.15 du réservoir gaz) sont inférieures ou égales à la pression de service (PS) de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9b
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air
Prescription contrôlée : « b) Conditions de combustion : Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu. »
Constats : La réglementation impose que la température des gaz atteigne un minimum de 850°C pendant 2 secondes (« T2S »). Cette vérification est faite après le dernier point d'injection d'air de combustion au niveau de la paroi de la chambre de combustion. Techniquement sur la ligne de 2002, cette température ne peut pas être mesurée directement. Aussi, la température en haut de la chambre de combustion est mesurée en continue à l'aide de 3 sondes. La T2S est ensuite déduite par calcul pour faire la correction entre le(s) point(s) de mesure et le point à 2 secondes du régime de fonctionnement. Ces valeurs mesurées ont pu être visualisées sur le synoptique en salle de supervision : T_sonde 713°C et 736°C, T2S 908°C. Fin 2022, le nombre d'heures où la température est inférieure au minimum soit 850°C /2 secondes est de 33h. Au 15 septembre 2023, le cumul est de <u>83h20</u> soit une augmentation significative. Actions correctives : Lors du prochain arrêt technique programmé en octobre 2023, la réfection de la grille du four permettra une stabilisation de la combustion – accrochage /grille - et donc des durées plus faibles du compteur de la "T2S".

Observations : Ces durées où la combustion est inférieure à 850°C sont à mettre en relation avec la surveillance des dioxines pour laquelle il n'est pas observé de dépassement des VLE en concentrations et flux (voir point suivant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures par les organismes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28a
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« a) Dispositions générales. L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu.</p> <p>L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle à fréquence semestrielle est réalisé pour le premier semestre de façon programmée et le second inopinée. En accord avec la DREAL, le contrôle inopiné au second semestre 2023 sera réalisé par le même organisme, dans le cas présent CME environnement basé à Saint-Étienne. Ce laboratoire est accrédité et agréé par le Ministère (cf. https://labair.developpement-durable.gouv.fr/search-labo).</p> <p>Le dernier rapport a été produit le 11 juillet 2023 suite aux mesures le 12 juin 2023 sur 3 essais d'une durée d'une heure. Le rapport ne fait pas état de dépassement des VLE actuellement en vigueur.</p> <p>L'inspection relève par sondage en comparaison aux futures VLE applicable au 3 décembre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les concentrations mesurées en ammoniac (NH₃) sont de 18 mg/Nm³ pour une future VLE <u>jour</u> à 10 mg/Nm³ ; <p>Les valeurs mesurées en continu moyennées sur la journée au cours du mois de juin 2023 sont toutefois comprises entre 3,7 et 10,6 mg/Nm³.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les concentrations mesurées en dioxyde d'azote (NO_x) sont de 50 mg/Nm³ pour une future VLE <u>jour</u> à 80 mg/Nm³ ; - les concentrations mesurées en mercure (Hg) sont de 0,0023 mg/Nm³ pour une future VLE à 0,02 mg/Nm³. Les rejets en mercure sont fluctuants et très dépendants des intrants incinérés. L'expérience montre sur des sites instrumentés en continu l'observation de pics avec un retour lent (2-3j) tendant vers zéro. Aussi, il n'est pas possible à l'état actuel sur la base de mesures instantanées de courte durée de conclure à l'absence de mercure dans les rejets atmosphériques, ni sur l'efficacité et la suffisance du dispositif d'abattement en place.

<p>Les résultats des concentrations en dioxines suite aux mesures du 12 juin 2023 sur une durée de 6h sont de 0,00067 ng/Nm³ sur gaz sec, bien inférieure à la VLE.</p> <p>Outre la comparaison aux valeurs limites, ces mesures font l'objet par l'organisme accrédité d'une comparaison non formalisée aux paramètres mesurés en continu. En cas d'écart significatif, il en est recherché les causes.</p> <p>P.S : Il est à noter que pour les paramètres mesurés en continu, seule la surveillance en continu permet de déterminer la conformité aux VLE.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection rend attentif l'exploitant sur le respect des NEA-MTD pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ammoniac avec une future VLE jour à 10 mg/Nm³ ; - le mercure dont le retour d'expérience montre des pics. La question se pose de la suffisance du dispositif d'abattement actuel.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Mesures des dioxines et furannes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28b1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. b-1. Dispositions générales. L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'une mesure en semi-continu des dioxines et des furannes via un système de cartouches (une douzaine utilisée annuellement). Le taux de disponibilité de l'appareil est de 98,6 % depuis le 1^{er} janvier 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Respect des VLE pour dioxines et furannes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28b1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I. Ce</p>

dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. [...] »
Constats : Les mesures des concentrations en dioxines mesurées entre janvier et août 2023 sont comprises entre et 0,0017 et 0,0064 ng/Nm ³ pour une VLE actuellement fixée à 0,1 ng/Nm ³ . La future VLE de 0,08 ng/Nm ³ qui sera applicable à compter du 3 décembre 2023 est d'ores et déjà respectée. En année glissante, il n'est pas observé sur les flux émis en dioxines d'évolution notable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Respect des VLE 30mn / 10mn

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air
Prescription contrôlée : « Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si : - aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ; - pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ; - 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m ³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m ³ . »
Constats : Au 30 septembre 2023, le « compteur 60h » (en référence à l'article 26.5 de l'arrêté préfectoral du 1 ^{er} septembre 2004) totalise 8h de dépassement principalement pour les poussières (6h30) et secondairement pour l'acide chlorhydrique (HCl). Au 30 septembre 2022, le compteur totalisait 8h30 de dépassement des VLE 30mn. En outre, le nombre de jours de dépassement tout paramètre de la VLE journalière en concentration est d'une journée au 30 septembre 2023 contre 10 jours à la même période de l'année précédente. Le nombre de jours de dépassement de la VLE journalière en flux est de 2 jours au 30 septembre 2023 contre 5 jours à la même période de l'année précédente. L'exploitant réalise une analyse des causes des dépassements constatés. Dans le cas de dépassement pour les NOx – cas des dépassements source en 2023 -, les séquences de régénération du catalyseur SCR n'ont pas été optimales. Le temps d'indisponibilité de l'analyseur de mesure en continu relevé en salle de supervision est de 10 minutes contre deux heures et 50 minutes fin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air et de l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la mise en service de l'installation (point zéro) ; - dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ; - après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est <u>supposé être le plus important</u>. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article 31 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de synthèse portant sur la surveillance dans l'environnement au cours de l'année 2022. Les prélèvements ont été réalisés par Aiir Lichens du 28 au 30 mai 2022 sur 12 points (dont 5 hors panache) sur des bio-capteurs lichéniques. Le crématorium de Saint-Claude et la chaufferie de Bouloie sont intégrés au programme de surveillance avec des points à leur voisinage immédiat.</p> <p>Parallèlement, le programme est complété par des mesures de dioxines et furanes dans le lait prélevé sur 3 exploitations agricoles dans un rayon de 3 km autour de l'UVE.</p> <p>Les charges en dioxines sont quantifiées et ne montrent pas de valeur significative pour les points en relation avec l'exploitation de l'UVE et une stabilité des résultats entre 2022 et 2021. Concernant les métaux, 8 éléments sur 8 points sont significatifs.</p> <p>La rose des vents sur l'année 2021 indique des retombées principalement dans les directions NNE et SSO.</p> <p>L'intersection de la rose des retombées (rose des vents inversés) avec la localisation des points de prélèvements montre que ces points ne sont pas situés dans des lieux où l'impact de l'installation est supposée la plus importante. En effet, le secteur NNE et SSO est insuffisamment représenté où l'impact est supposé le plus fort. Les autres points sont situés aux extrémités des vents dominants.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il convient que l'exploitant analyse la rose des vents sur les dernières années et conclut sur la révision de son réseau de surveillance par l'ajout/déplacement de points.</p> <p>Si l'environnement local ne permet pas de prélèvements de lichens, il convient que l'exploitant examine d'autres matrices de bio-surveillance autour du site où les retombées sont maximales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet